

Temps difficiles pour les sociétés de financement

■ L'encours du crédit à la consommation a stagné ■ Les sociétés spécialisées sont bousculées par les banques et subissent la morosité du marché de l'auto ■ Le leasing aligne quatre années successives de baisse.

Les sociétés de financement boivent la tasse encore en 2013. Les deux piliers du secteur que sont le crédit à la consommation et le crédit-bail n'ont pas vraiment la forme, d'après les statistiques non encore rendues publiques de l'Association professionnelle des sociétés de financement (APSF).

Le crédit à la consommation affiche une production contenue à 13,6 milliards de DH, soit à peu de choses près ce qui a été réalisé en 2012, alors que les prévisions prudentes des opérateurs portaient sur une progression d'au moins 2%. Conséquence logique de ce surplace, l'encours progresse tout juste de 1%, à 43,4 milliards de DH. «*En termes plus simples, cela veut dire que l'ensemble des nouveaux crédits conso produits en 2013 suffit à peine à remplacer les financements qui arrivent à échéance, l'on n'arrive donc plus à développer l'activité*», commente un professionnel. La méforme remonte à vrai dire à quelques années. Il faut rappeler que l'activité a baissé de 4% en 2009, de 10% en 2010, de 1% en 2011 et de 2,5% en 2012. «*Les sociétés de crédit à la consommation ont tellement régressé ces dernières années que leur niveau d'activité a fait aujourd'hui un bond en arrière de 6 ans*», s'alarme le directeur d'une société leader.

Les opérateurs semblent plus à la peine sur les financements non affectés, notamment le prêt personnel. Alors que leur activité repose grandement sur ce financement (deux tiers de leurs encours bon an mal an), celui-ci affiche une production de 7,3 milliards en 2013, en stagnation par rapport à l'année d'avant. Ceci sachant que l'activité avait déjà régressé de 5% et 16% respectivement en 2011 et 2012. Cette dégringolade se justifie en grande partie par la montée en puissance des banques sur le créneau. «*Alors que les banques accordaient peu d'intérêt, il y a une dizaine d'années, au prêt personnel, avec alors une part de marché autour*



de 30% en termes d'encours, elles sont fortement montées en régime depuis, s'adjudgeant aujourd'hui plus de la moitié du marché», relate le directeur d'une société de la place.

Et rien ne semble les arrêter, pas même le risque de casse au niveau des crédits personnels. «*Certains établissements ont subi une augmentation de leur coût du risque dans la lignée de leur renforcement sur le crédit conso. Elles ont de fait ralenti le rythme de leur octroi de financements aux particuliers. Mais la majorité semble vouloir encore poursuivre ses efforts*», constate un professionnel. Cela fait dire aux plus pessimistes que dans quelques années l'on pourrait se retrouver dans une configuration où les banques capteraient 70% du marché du crédit conso. Il faut dire que leur atout tarifaire est indéniable. «*Les sociétés de crédit conso appliquent un taux d'intérêt moyen de 11 à 12% sur le prêt personnel tandis que les banques ne facturent que 7 à 8%*», compare un directeur de société spécialisée. Ce différentiel découle directement du coût de refinancement supporté par les uns et les autres.

«*En moyenne, le coût des res-*

L'ACTIVITÉ DU CRÉDIT-BAIL MOBILIER QUI PÈSE 80% DE LA PRODUCTION TOTALE A DÉCROCHÉ DE 7,5% EN 2013, À 10,3 MILLIARDS DE DH, ALORS QU'ELLE AVAIT DÉJÀ DÉGRINGOLÉ DE 7% EN 2012, APRÈS UN SURPLACE EN 2011 ET UN AUTRE REPLI DE 7,3% EN 2010

sources bancaires tourne autour de 2%, tandis que les sociétés supportent 5 à 6%».

Le comble pour les sociétés de crédit conso est que non seulement leur désavantage tarifaire leur fait céder du terrain par rapport aux banques, mais induit aussi une dégradation du profil de risque de leur clientèle. «*Les emprunteurs se dirigent aujourd'hui systématiquement vers les financements bancaires moins chers.*

Ce n'est qu'une fois leur dossier refusé qu'ils se rabattent sur les sociétés spécialisées qui héritent donc des clients de plus en plus risqués», explique un professionnel. Cela se répercute directement sur les créances en souffrance qui ont crû de 6%, représentant actuellement une part alarmante de 13,3% de l'encours (voir encadré).

Sur les prêts affectés, en revanche, les sociétés spécialisées s'en sortent légèrement mieux. La production sur cette catégorie progresse de 1,5%, à 6,1 milliards de DH. Le plus gros de cette activité, soit 5,6 milliards de DH, provient du financement auto qui enregistre une légère hausse de 1%, très loin des progressions de 26% en 2012 et de 8% en 2011. Le recul des ventes de voitures de 7,3% en 2013 y est pour beaucoup. S'ajoute à cela le fait que l'activité de la location avec option d'achat (LOA) a dégringolé de près de 32%, à 2 milliards de DH. Cette solution a considérablement perdu de son attrait pour la clientèle depuis qu'il a été décidé de taxer sa va-

leur résiduelle dans la Loi de finances 2013.

Les mois à venir ne s'annoncent pas plus cléments pour le segment du crédit auto. «*Avec un marché du neuf qui semble avoir atteint ses limites, il serait étonnant de voir le financement auto progresser en 2014*», avertit un opérateur. Autre source d'inquiétude, rien ne dit que les sociétés spécialisées cessent d'être malmenées sur le segment du prêt personnel. Plus que cela, la crainte qui fait son chemin parmi les professionnels est que le secteur ne semble plus avoir de véritables relais de croissance.

Des prévisions peu optimistes pour 2014

Le crédit-bail ne sortira pas non plus de sa torpeur en 2013. Ce mode de financement a vu sa production baisser de 5,5%, à 12,9 milliards de DH l'année passée, en comparaison avec l'exercice d'avant, ce qui, sans surprise, induit une hausse timorée de l'encours comptable de 1%, à 463,7 milliards de DH. Et encore, le secteur minimise les dégâts puisque la baisse d'activité pointait encore à 14,2% au premier semestre 2013. «*Le leasing a relativement redressé la barre sur les derniers mois de 2013 du fait d'une tendance habituelle des entreprises à renforcer leurs charges de leasing en fin d'année dans un but d'optimisation fiscale*», révèle un directeur au sein d'une société de la place. Reste que ce recul intervient après trois années de vaches maigres pour le secteur, ce qui est particulièrement préoccupant selon les professionnels.

En effet, l'activité du crédit-bail mobilier qui pèse 80% de la production totale a décroché de 7,5% en 2013, à 10,3 milliards de DH, alors qu'elle avait déjà dégringolé de 7% en 2012, après un surplace en 2011 et un autre repli de 7,3% en 2010. «*Ce qui est inquiétant dans tout cela, c'est que l'investissement est sur la mauvaise pente depuis quelques*

temps (le crédit-bail finance 15% de l'investissement national)», explique un professionnel.

Les reculs les plus notables touchent les machines industrielles et les véhicules utilitaires, gros demandeurs historiques de crédit-bail mobilier. Les nouveaux dossiers sur ces deux types d'équipements baissent respectivement de 14,7% et 11% en 2013, à 2,9 et 3,6 milliards de DH. Étonnamment, les engins de BTP tiennent la forme avec une production en hausse de 16,3%, à 1,3 milliard de DH. Néanmoins, il faut relever que le volume de ces dossiers subit une baisse notable de 13,3%. «Cela veut dire que l'effort d'investissement des entreprises de bâtiment se maintient, mais seulement chez les opérateurs ayant les reins solides, naturellement moins nombreux», commente un professionnel.

A l'inverse, le leasing immobilier affiche une petite croissance de la production de 3,6%, à près de 2,5

milliards de DH.

Ne pas en déduire pour autant que l'investissement immobilier se porte mieux. En effet, l'importance des montants et des durées de financement des dossiers de crédit-bail immobilier fait que quelques opérations font fluctuer la production sensiblement. En outre, «afin de doper leurs réalisations, certaines sociétés forcent certaines opérations sur les derniers mois de l'année en sollicitant parfois leur maison mère», dévoile un professionnel. Quoi qu'il en soit, par type de biens, ce sont surtout les unités industrielles et les immeubles de bureaux qui se

PAR TYPE DE BIENS, CE

SONT SURTOUT LES UNITÉS

INDUSTRIELLES ET LES

IMMEUBLES DE BUREAUX QUI

SE SONT RENFORCÉS ALORS QUE

LES HÔTELS ET LES MAGASINS

ACCUSENT LE COUP

sont renforcés alors que les hôtels et les magasins accusent le coup.

Pour la suite, les spécialistes du crédit-bail s'attendent à une année 2014 qui pourrait être moins porteuse que 2013. Un directeur explicite : «Rien ne semble indiquer que l'effort d'investissement devrait se raffermir sur les prochains mois. Quand bien même cela interviendrait, il faudra du temps avant que cela ne se transmette au marché du crédit-bail, ce qui hypothèque les réalisations d'une bonne partie de l'année». Le secteur n'est donc pas près de voir le bout du tunnel ■

REDA HARMAK

Salariés du privé, fonctionnaires et retraités... Hausse généralisée des impayés

Avec une hausse de 6% en 2013 à 5,8 milliards de DH, l'encours des créances en souffrance des sociétés de crédit conso atteint des proportions inquiétantes. Rapporté à l'encours total, on en est actuellement à 13,3%. Le plus préoccupant dans tout cela est que cette casse est alimentée par toutes les catégories de clientèle, y compris les fonctionnaires qui passent habituellement pour des emprunteurs sûrs. Ces derniers ont vu leurs créances en souffrance grimper en flèche de 18,4%, à 872,3 MDH. Ils se rapprochent de plus en plus des salariés du privé dont les créances compromises atteignent 1,9 milliard de DH, en hausse de 11%. Même parmi les retraités, l'on éprouve de plus en plus de difficultés de remboursement avec un encours en souffrance en hausse de 5,4%, à 130 MDH. Au final, les détenteurs de crédits conventionnés se montrent plus disciplinés avec un encours de crédits en difficulté en baisse de 7,4% à 731 MDH ■